

Tremplin pour la réouverture de la ligne Alès - Bessèges

Service public | La réunion organisée à Saint-Ambroix, vendredi soir, a encore souligné les attentes et l'impatience des usagers.

A l'appel du Collectif pour la défense et la rénovation de la ligne Alès - Bessèges, invitation relayée par les élus de Cèze Cévennes avec, en tête, le président de la Communauté, Olivier Martin, et le maire de Saint-Ambroix, Jean-Pierre de Faria, qui prêta sa salle du Tremplin, ils étaient tous là, vendredi, pour participer à un comité de ligne : usagers et défenseurs, nombreux dans la salle, élus, du coin, du Gard (sauf les députés), de la Région, et un représentant de la SNCF. Au total, une centaine de personnes.

« Ce territoire a un avenir. Sauvegarder cette ligne est primordial »

Olivier Martin, président de la Communauté Cèze Cévennes

Passons vite sur la sortie de Marie Meunier-Polge, en charge des transports à la Région : déjà, à la suite du, certes un peu long néanmoins si instructif diaporama sur le territoire concerné (lire ci-dessous), la dame montra sa surprise d'un tel exposé en pleine campagne électorale (pour les Départementales). Et quand celle qui s'était « déplacée de Montpellier » annonça sa volonté de lancer « une étude de faisabilité », la salle gronda et le sang de Jean Michel bouillonna ! L'ancien président de l'association gardoise des usagers de la SNCF rudoya l'élue régionale comme une locomotive à vapeur emboutirait un wagonnet engagée sur une mauvaise voie.

Il rappela notamment que le Collectif disposait, depuis 2010, du rapport de Ro-



■ Tous les interlocuteurs étaient présents au rendez-vous de Saint-Ambroix. Photo ALEXIS BÉTHUNE

bert Claraco, expert ferroviaire. « À force d'auditionner, on va devoir reconstruire la ligne ! », clama Thierry Ferré, le bien nommé co-responsable du Collectif Alès - Bessèges.

Une table ronde le 4 mars ?

Retenons plutôt les propos de Jean-Pierre de Faria, ravi « de pouvoir débattre de ces 32 km d'histoires écrites et à réécrire autour d'un axe fédérateur à la fois économiquement, socialement et pour le développement durable » ; ou d'Olivier Martin, soulignant « cette ligne fait partie du patrimoine mais ce n'est pas une raison suffisante. Nous, élus, pensons que ce territoire a un avenir. Sauvegarder cette ligne est primordial... »

Très pragmatique, Thierry Ferré s'est adressé à Damien Alary : « Validez vos

propos de président du conseil général du Gard maintenant que vous êtes président de la Région. » Traduction : « Fini le refus de votre prédécesseur Bourquin. Entamez la rénovation en participant aux 9 M€ dans le cadre d'un contrat de plan État-Région ». Même esprit d'à propos pour Anne-Marie Skora (usagers gardois) quand Jacky Valy, conseiller général, proposa une table ronde. « Organisons-là le 4 mars après celle sur les fermetures de guichets entre Alès et Clermont ? Ça fera moins de CO2... » Pourquoi pas ? Car le temps presse. Le 7 juillet, la ligne Alès - Bessèges sera fermée depuis trois ans. Or, moins elle est entretenue, plus cela coûtera de la remettre en état de fonctionner.

LAURENT GUTTING
lgutting@midilibre.com

Ces 32 kilomètres essentiels pour la vallée

Selon Hilaire Hautem, représentant, ce vendredi, Karim Touati, le directeur régional de RFF (réseau ferré de France), le coût de la réhabilitation de la ligne SNCF entre Alès et Bessèges « coûterait entre 30 et 35 M€ plutôt que les 9 M€ qui ne seraient valables que pour une durée de cinq ans. »

Le chiffre de 9 M€ est celui signifié dans le rapport Claraco produit en 2010 et, ensuite, étudié et partagé lors d'un Copil (comité de pilotage) qui, en 2012, avait avancé une proposition de financement entre 8 et 10 M€

pour une remise en état de la voie et le rétablissement de la vitesse normale de 70 km/h », a rappelé Thierry Ferré, du Comité. RFF contribuait pour 30 % (3,3 M€), l'agglomération d'Alès prenait en charge la construction d'un arrêt pour le lycée JBD pour 1,8 M€ et le conseil général versait environ 500 000 €. Il ne restait plus qu'à la Région d'y contribuer pour 3 M€, sachant que, dans le cadre d'un contrat de plan, quand la Région met 1 M€, l'État en fait autant », assure-t-il.

L'ancien cheminot a aussi indiqué :

« 1 km d'une deux fois deux voies routière coûte 7 M€ ; c'est 14 M€ pour une autoroute ou 10 M€ pour la TGV. Pour une ligne classique SNCF, c'est... 1 M€ ! Nous, on demande juste 9 M€ pour 32 km... »

Le diaporama de Rachel Peltier, chargée de mission à la Communauté, informa en plus que les 23 communes de Cèze Cévennes rassemblaient plus de 20 000 habitants ; sur ce territoire, 84 % des transports s'effectuaient par voiture et vers Alès transitent plus de 17 000 véhicules par jour...